



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency

DEUXIÈME  
ÉDITION

# NOUVELLE VISION NOUVEAU PARTENARIAT

## pour **Fonds canadien** **l'Afrique**



Canada 



NOUVELLE VISION  
NOUVEAU PARTENARIAT

Fonds canadien  
pour **l'Afrique**

Agence canadienne de développement international

2004

**Secrétariat du Fonds canadien pour l'Afrique**

Téléphone : (819) 934-1156

Télécopieur : (819) 953-5845

Site Web : [www.cida.gc.ca/fondscanadienafrique](http://www.cida.gc.ca/fondscanadienafrique)

Agence canadienne de développement international  
200, promenade du Portage  
Gatineau (Québec) Canada K1A 0G4

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2004

Catalogue n° CD4-7/2004F-PDF

ISBN 0-662-76223-1

Imprimé et relié au Canada

Dans le présent document, les mots de genre masculin appliqués aux personnes désignent les hommes et les femmes.

# Table des matières

<b>Le défi</b> .....	<b>1</b>
<b>L’Afrique prend les commandes</b> .....	<b>1</b>
<b>Une nouvelle forme de partenariat</b> .....	<b>2</b>
Gouvernance, paix et sécurité .....	<b>3</b>
Santé .....	<b>7</b>
Agriculture, environnement et eau .....	<b>9</b>
Commerce et investissement .....	<b>11</b>
Comblé le fossé numérique .....	<b>13</b>
Programme Afrique-Canada pour les jeunes .....	<b>14</b>
<b>La conjoncture favorable</b> .....	<b>16</b>
<b>Le Fonds canadien pour l’Afrique : résumé des engagements</b> .....	<b>17</b>



## Le défi

Pour la plupart des Canadiens, l'Afrique est un paradoxe : un continent en crise, mais un continent qui possède un énorme potentiel humain et en ressources naturelles qui pourrait, si on le cultivait, être la plus grande histoire de réussite du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les Africains jettent actuellement les bases de cette occasion historique. La démocratie s'implante au sein de nombreuses régions du continent. Les institutions panafricaines collaborent sur des enjeux cruciaux tels que la paix et la gestion des ressources naturelles. Les organisations locales et volontaires acquièrent à la fois savoir-faire et influence. Une nouvelle génération de dirigeants émerge, et les femmes jouent un rôle de plus en plus grand dans la vie publique.

Les réformes économiques dans de nombreux pays favorisent la croissance rapide de petites et moyennes entreprises. La révolution des communications a fait connaître les traditions culturelles et les réalisations intellectuelles de l'Afrique au reste du monde, et les Africains n'ont jamais participé à autant de concertations et de débats internationaux qu'aujourd'hui. Ces tendances insufflent une énergie et une détermination renouvelées à tout le continent. Mais surtout, on sent un nouvel engagement aux plus hauts niveaux à l'égard du genre de changements dont l'Afrique a besoin pour réaliser son plein potentiel et prendre sa place sur la scène internationale.

## L'Afrique prend les commandes

*« Sur tout le continent, les Africains déclarent qu'ils ne se laisseront plus conditionner par les circonstances. Nous déterminerons notre propre destinée et nous ferons appel au reste du monde pour compléter nos efforts. »*

— Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

### Les défis de l'Afrique

- Un Africain sur deux vit avec moins d'un dollar américain par jour.
- 45 millions d'enfants africains ne vont pas à l'école.
- Plus de 26,6 millions de personnes sont porteuses du VIH.
- Un Africain sur cinq est touché par un conflit.
- 14 pays souffrent d'une pénurie d'eau et 11 autres s'ajouteront au nombre d'ici 2025.
- Environ 500 millions d'hectares, dont 65 % servent à l'agriculture, souffrent de la dégradation depuis 1950.
- L'Afrique compte 13 % de la population mondiale, moins de 1,6 % du commerce mondial et moins de 1 % des investissements mondiaux.

### Les progrès de l'Afrique

- Depuis 1990, 42 des 49 pays de l'Afrique subsaharienne ont tenu des élections multipartites.
- La Tanzanie dépasse ses objectifs d'inscription des enfants au niveau primaire et a construit quelque 16 000 nouvelles classes et plus de 2 000 maisons pour les enseignants. Le Kenya a adopté la voie du pays voisin et observe déjà des résultats comparables.
- En Ouganda, les taux d'infection au VIH ont diminué pour passer de 14 % à moins de 8 % ces dix dernières années, grâce à un programme national de prévention et d'éducation.
- Après des décennies de conflit au sujet de l'eau, dix pays riverains du Nil se sont réunis pour gérer ensemble cette précieuse ressource pour le bien de tous, surtout les plus démunis, ainsi que l'environnement qui leur permet de vivre.

## Une nouvelle forme de partenariat

Un groupe de dirigeants africains progressistes a élaboré un plan visionnaire pour sortir l'Afrique de la pauvreté et l'intégrer dans le courant mondial de la croissance et du développement durables. Le plan — appelé le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) — expose les défis de l'Afrique de façon directe et réaliste. Les Africains assument l'entière responsabilité de leur développement et invitent leurs partenaires partout dans le monde à travailler avec eux. Le plan est innovateur à plusieurs titres :

- Il s'agit du premier plan de développement pour le continent à être élaboré par l'Afrique.
- Il a été entériné par 53 pays membres de l'Union africaine.
- Il fait de la bonne gouvernance et de la prévention des conflits des conditions préalables au progrès de l'Afrique.
- Il expose les grandes lignes d'une relation nouvelle, plus égalitaire, avec les pays industrialisés.

Le NEPAD a entre autres pour objectifs d'éradiquer la pauvreté; d'investir dans la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire; de combler le fossé numérique; de chercher de nouveaux investissements et des façons d'accéder à de nouveaux marchés; et de promouvoir le rôle de la femme dans tous les aspects du développement de l'Afrique. Les dirigeants africains expriment clairement leurs engagements à l'égard de ces objectifs et proposent le mécanisme africain d'examen par les pairs pour suivre les progrès et rendre compte des résultats.

*« Nous, les Africains, nous voyons le NEPAD comme un catalyseur qui propulsera l'Afrique vers l'avenir [...] Nous n'attendons pas mer et monde, nous ne souhaitons que des partenariats et des investissements. »*

— Abdoulaye Wade, président du Sénégal et l'un des architectes du NEPAD

Le Canada a joué un rôle majeur en réagissant à cette initiative novatrice par la création du Fonds canadien pour l'Afrique, à hauteur de 500 millions de dollars. Annoncé au Sommet du G8<sup>1</sup>, dont le Canada a été l'hôte à Kananaskis (Alberta) en juin 2002, à l'appui du Plan d'action du G8 pour l'Afrique, le Fonds canadien pour l'Afrique a été entièrement alloué à des initiatives précises, dont la majorité étaient en cours dix-huit mois après la création du Fonds. Ce dernier vient compléter le programme d'aide continu du Canada en Afrique, lequel est administré par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Le Fonds canadien pour l'Afrique répond à l'invitation du NEPAD d'établir une nouvelle forme de partenariat entre les Africains et le reste du monde. Il lie des institutions, des administrations publiques, des collectivités et des entreprises canadiennes et africaines dans des relations fondées sur une vision commune et reposant sur des objectifs, le respect et des responsabilités mutuels. Les efforts du Canada se concentreront sur les pays qui démontrent un engagement à l'égard de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits de la personne dans le cadre du NEPAD.

<sup>1</sup> Font partie du G8 l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, la Russie et l'Union européenne.



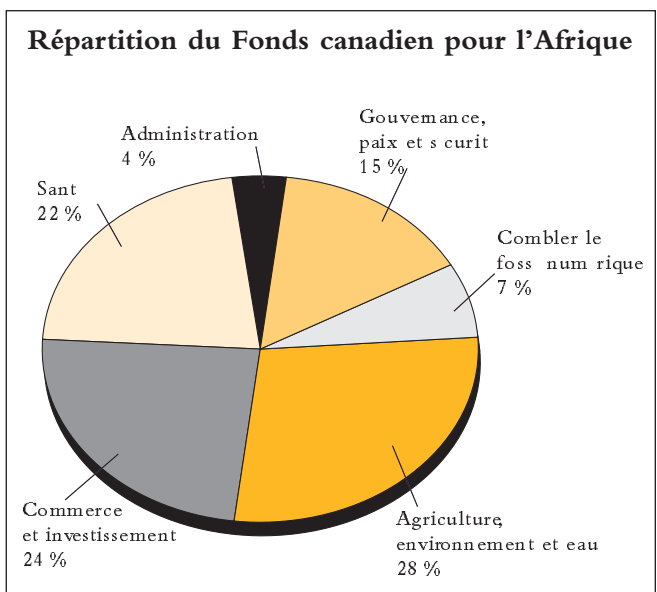
*Les efforts du Canada se concentreront sur les pays qui démontrent un engagement à l'égard du NEPAD, de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits de la personne.*

Le Fonds a pour but de soutenir de nouvelles initiatives audacieuses et surtout des programmes à grande échelle qui auront des retombées considérables sur le développement durable de l'Afrique. Dictés par les priorités énoncées dans le NEPAD et définis pour soutenir le Plan d'action pour l'Afrique du G8, les objectifs du Fonds sont de favoriser l'innovation et la croissance économique, de renforcer les institutions africaines, d'améliorer le bien-être de générations d'Africains, et d'aider les Africains à accroître leur capacité d'atteindre leurs propres objectifs de développement. Voici un résumé des initiatives qu'appuie actuellement le Fonds canadien pour l'Afrique.

### **Gouvernance, paix et sécurité**

Les Africains affirment ouvertement que le développement est inconcevable dans un contexte de conflit et d'insécurité et qu'il est irréalisable en l'absence d'une démocratie véritable, du respect des droits de la personne, de la paix et d'une bonne gouvernance.

De plus en plus, les Africains sont déterminés à améliorer la façon dont leurs administrations publiques et les institutions de leurs secteurs volontaire et privé sont dirigées, et le NEPAD attire particulièrement l'attention sur la nécessité de lutter contre la corruption, d'accroître la participation du public aux affaires de l'État et d'améliorer la qualité de la gestion



financière en général. En outre, des réformes sont en cours pour accroître les responsabilités au niveau local, là où les services de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau et d'autres services sociaux sont fournis, et pour donner la chance aux municipalités africaines et aux administrations locales d'améliorer les services destinés aux pauvres et d'accroître la participation des collectivités au sein des services publics locaux.

*Le NEPAD attire particulièrement l'attention sur la nécessité de lutter contre la corruption, d'accroître la participation du public aux affaires de l'État et d'améliorer la qualité de la gestion financière.*

L'ACDI aide déjà de nombreux pays d'Afrique à améliorer la gouvernance et le respect des droits de la personne, en particulier par l'entremise d'organisations panafricaines et régionales, de même qu'en soutenant la société civile. Le NEPAD et le Plan d'action pour l'Afrique du G8 établissent les conditions propices pour circonscrire davantage les secteurs de coopération que finance le Fonds canadien pour l'Afrique :

- **Les parlements** : Des assemblées législatives et des organisations de recherche et de politique publique de l'Afrique travaillent avec le Centre parlementaire du Canada afin de fournir une aide technique aux réseaux et aux associations de parlementaires dans trois secteurs clés : l'égalité entre les sexes, les mesures de lutte contre la corruption et la réduction de la pauvreté. Parmi les principales activités, mentionnons la formation et le renforcement des capacités pour accroître la participation et l'influence des femmes; la formation à l'intention des comités parlementaires et du personnel pour qu'ils puissent lutter contre la corruption (voir encadré); la formation et la recherche à l'intention des comités parlementaires et du personnel sur l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté; et le renforcement du rôle des parlementaires dans la mise en œuvre des programmes du NEPAD. Ces activités permettront aux Africains d'accroître la capacité législative et de surveillance, et de renforcer la responsabilisation au sein des gouvernements centraux (9 millions de dollars).

**« La lutte contre la corruption [...] est désormais une des priorités du mandat de mon gouvernement envers le peuple kényan. »**

— Le président du Kenya, Mwai Kibaki, lors de l'ouverture officielle de la première Conférence régionale du Réseau des parlementaires africains contre la corruption, à Nairobi, le 3 novembre 2003

- **La gouvernance locale** : Des municipalités africaines et des organisations régionales travaillent avec la Fédération canadienne des municipalités en vue d'améliorer la capacité des gouvernements locaux à subvenir aux besoins de leurs populations et d'accroître la participation du public et l'accès au gouvernement. Parmi les pays participants, mentionnons le Mozambique, le Ghana, le Mali et la Tanzanie. En 2003, des ateliers organisés dans les trois derniers pays ont permis de réunir des

### Lutter contre la corruption

*Des dirigeants africains mènent une vaste campagne contre la corruption par l'entremise du Réseau des parlementaires africains contre la corruption (RPACC), un partenaire majeur du programme de renforcement parlementaire du Fonds canadien pour l'Afrique. Le RPACC est une association grandissante de parlementaires de même optique qui ont déjà participé activement à la promotion de la réforme de la gouvernance en Afrique.*

*En 2003, le RPACC a remis au président kényan Mwai Kibaki le prix du Leadership contre la corruption en Afrique. Parmi les réformes prévues, mentionnons la conception d'un nouveau code de conduite pour les fonctionnaires, une déclaration annuelle obligatoire sur la richesse, une réforme des systèmes judiciaires et des processus d'approvisionnement et de vérification, et la création d'une commission chargée de faire enquête et de recouvrer les biens acquis illégalement.*

*Le RPACC élargit son influence et des chapitres voient le jour sur tout le continent, ce qui permet aux parlementaires de partager les leçons apprises relativement à la lutte contre la corruption, à la transparence gouvernementale, à la participation des citoyens, au financement des partis politiques, aux marchés publics et à d'autres enjeux majeurs liés à la gouvernance.*

représentants de tous les niveaux de gouvernement, des leaders communautaires traditionnels, des employés municipaux et des représentants de la société civile afin qu'ils trouvent des façons de collaborer afin de garantir la transparence, la responsabilisation, la participation publique, la mobilisation des ressources, la formation et le renforcement des capacités de hauts représentants, ainsi que la participation des femmes aux nouveaux systèmes de gouvernance décentralisés de leurs pays (6 millions de dollars).

- **La fonction publique** : La Fondation africaine pour le renforcement des capacités, une solide institution africaine qui a pour mission de développer les capacités humaines et institutionnelles en vue de la réduction de la pauvreté, s'attache à raffermir la capacité de la société civile de participer à la gouvernance et à accroître l'efficacité de la prestation des services au sein du secteur public. Elle élabore également des méthodes visant à améliorer sa propre programmation et mobiliser l'expertise africaine, internationale et canadienne tout en fournissant un soutien en matière d'analyse des politiques économiques, d'égalité entre les sexes, de gestion et de responsabilité financières, de statistiques nationales, de gestion du secteur public et de participation publique au gouvernement (28 millions de dollars).



©Le Micro Voyageur

- **Le Fonds d'information sur le NEPAD** : Les Africains sont déterminés à mettre à contribution les organisations volontaires et communautaires, ainsi que le secteur privé et le grand public, pour faire du NEPAD une réalité. Le Fonds d'information sur le NEPAD aide à sensibiliser le public en appuyant les initiatives africaines qui visent à promouvoir le dialogue et l'engagement dans le cadre du programme de réforme décrit dans le NEPAD. L'objectif de ce fonds est de faire en sorte que l'on tienne davantage compte des idées et des attentes des Africains dans le contenu et l'application du NEPAD. À ce jour, des activités d'information ont été financées en Angola, au Burundi, au Cameroun, au Ghana, au Mali, au Niger, au Nigeria, en République Démocratique

## Faire entendre la voix du peuple sénégalais

*La station Radiobus, financée par le Fonds d'information sur le NEPAD, est une station radiophonique mobile fabriquée à partir d'un autobus scolaire transformé. Celui-ci a parcouru des régions éloignées au Sénégal afin d'animer et d'enregistrer les rencontres de village au cours desquelles les participants ont discuté du NEPAD, de la gouvernance locale, de la paix et de la sécurité, de la santé, de l'éducation, du développement économique et de l'égalité entre les sexes. Les émissions ont ensuite été diffusées dans tout le Sénégal et sur des réseaux communautaires dans d'autres pays d'Afrique.*

*Le projet a été mis en œuvre par l'Association sénégalaise pour la protection de l'environnement, de la santé des populations et des enfants en danger, ou ASPÉSE, et par son partenaire canadien, Le Micro Voyageur, avec le soutien du Fonds canadien pour l'Afrique.*

du Congo, au Rwanda, au Sénégal (voir encadré sur la page 5), au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Le Secrétariat du Fonds canadien pour l'Afrique accepte actuellement des propositions (2,5 millions de dollars).

### **Paix et sécurité**

Les pays membres du G8 et d'autres partenaires internationaux sont grandement en faveur de l'importance prioritaire qu'accordent les dirigeants africains à la prévention et au règlement des conflits en Afrique. Le Plan d'action pour l'Afrique du G8 engage les membres à appuyer les initiatives africaines axées sur une contribution plus efficace à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits, ainsi qu'à la satisfaction des besoins des civils :

- Le Canada appuie les initiatives de prévention et de règlement des conflits de l'Union africaine en aidant à renforcer ses mécanismes de paix et de sécurité. Le projet permettra d'aider l'organisation à cerner les conflits émergents et à y réagir efficacement grâce à de meilleurs systèmes d'alerte rapide, à la médiation, à la coordination politique, et à la désignation d'un envoyé spécial pour la protection des civils dans les conflits armés (4 millions de dollars).
- Les répercussions transfrontalières de la plupart des conflits en Afrique appellent la mise en œuvre d'approches régionales par l'entremise d'organisations telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'Initiative sur la paix et la sécurité Canada-Afrique de l'Ouest, gérée de concert par le Fonds canadien pour l'Afrique, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et le ministère de la Défense nationale, appuie la CEDEAO et ses États membres afin qu'ils soient aptes à gérer les opérations de soutien à la paix, à contrôler la prolifération des armes

légères et de petit calibre, et à accroître la sécurité des collectivités grâce à de meilleurs services de police (voir encadré) (15 millions de dollars).

*« Quiconque s'intéresse au maintien de la paix et au travail auprès d'anciens combattants doit suivre ce cours [...] Le cours a été très instructif et mon travail en témoigne. »*

— Moses Jarbo, participant au cours sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration offert au Centre Kofi Annan, session inaugurale, du 10 au 21 novembre 2003

### **Améliorer la sécurité en Afrique de l'Ouest**

*L'initiative sur la paix et la sécurité Canada-Afrique de l'Ouest appuie :*

- la formation et l'assistance technique pour renforcer la capacité de la CEDEAO de prévoir, de gérer et de régler les conflits;
- la conception et la mise en œuvre d'un programme de formation efficace au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, à l'intention du personnel militaire et des civils qui participent aux opérations de soutien de la paix par l'intermédiaire du Centre Pearson pour le maintien de la paix; le Centre Kofi Annan aidera à former des Africains afin qu'ils puissent offrir des cours sur tous les aspects des opérations complexes de maintien et de soutien de la paix, cours adaptés aux besoins de l'Afrique de l'Ouest;
- le programme « Des armes pour le développement » du Programme des Nations Unies pour le développement, qui vise à éliminer les armes légères dans les collectivités de la Sierra Leone en échange de projets de développement communautaire.

## Santé

Chaque jour, en 2003, près de 6 500 Africains sont morts du VIH/sida et 8 700 autres ont été infectés. Pour le NEPAD, le VIH/sida constitue un obstacle majeur au développement. La lutte contre le VIH/sida est une priorité de programme<sup>2</sup> pour l'ACDI, qui appuie les initiatives nationales qui ont pour but d'améliorer et de mettre en œuvre des stratégies de lutte, ainsi que les initiatives communautaires qui visent à sensibiliser la population et à fournir des services et des soins directs aux personnes infectées. Dans le NEPAD, on fait également mention de l'incidence, sur les Africains, de nombreuses maladies infectieuses, dont la poliomyélite qui continue de mettre en péril la vie des enfants dans plusieurs pays. Le Fonds canadien pour l'Afrique vient étayer le soutien du Canada aux soins de santé en Afrique grâce à la mise en œuvre de nouvelles initiatives :

### *Éradiquer les principales maladies mortelles*

- **VIH/sida** : Un vaccin représente l'un des meilleurs espoirs du monde pour mettre fin à cette tragédie humaine, mais une petite partie seulement des fonds investis dans la recherche à l'échelle mondiale va à l'Afrique, même si l'on y trouve 70 % des séropositifs de la planète. Le Canada appuie les travaux de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida et du Partenariat africain pour un vaccin contre le sida afin de faciliter les essais de vaccins et de préparer la population à accepter les vaccins qui seront distribués dès qu'ils seront disponibles. L'initiative permet de renforcer l'expertise et les centres de recherche en Afrique et leur permet de développer les vaccins les plus appropriés aux souches



©ACDI/David Trattles

qui existent en Afrique. Entre autres, on veillera à promouvoir les vaccins, à éduquer la population, à encourager le secteur privé à participer au développement de vaccins, à garantir un accès universel aux nouveaux vaccins, et à mettre en œuvre des programmes de recherche et d'essai pour les nouveaux vaccins (50 millions de dollars).

<sup>2</sup> De 2000 à 2005, l'ACDI aura quadruplé son financement aux programmes de lutte contre le VIH/sida dans le monde.



- **Poliomyélite** : Nous n'en sommes qu'à quelques années d'éliminer la poliomyélite et de la reléguer à l'histoire, mais le virus est encore présent dans quelques pays, surtout en Afrique. La contribution du Canada à l'Organisation mondiale de la santé et à l'UNICEF aidera à atteindre l'objectif d'éradication mondiale de la poliomyélite d'ici 2005 en mettant l'accent sur les initiatives dans les pays africains. Une récente résurgence de la poliomyélite au Nigeria pourrait toucher jusqu'à 15 millions d'enfants. À l'automne de 2003, des campagnes de vaccination de masse ont été menées dans toute la région afin de vacciner tous les enfants à risque. Un programme énergique visant à accroître la couverture vaccinale en 2004 misera sur ces campagnes (50 millions de dollars).

*En menant des essais [...] simultanément en Afrique et en Europe, IAVI espère réduire le temps requis pour évaluer le potentiel du vaccin. Un vaccin préventif représente le meilleur espoir de stopper la propagation d'une maladie qui infecte 15 000 hommes, femmes et enfants dans le monde chaque jour.*

— Seth Berkley, président et P.-D.G. de l'IAVI.

### **Initiative internationale pour un vaccin contre le sida : début des essais du vaccin préventif**

*En novembre 2003, un prêtre catholique de Pretoria et une mère de 32 ans de Soweto, ayant deux enfants, sont devenus les premiers volontaires à être immunisés lors de deux essais d'un vaccin en Afrique du Sud. L'un de ces essais était coparrainé par l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) et visait à tester le vaccin et à empêcher les personnes infectées au VIH/sida de contracter la maladie.*

*L'Afrique du Sud est le premier pays africain à procéder à deux essais de vaccin contre le sida dans le même mois — une étape qui témoigne de l'engagement ferme du pays à l'égard de la recherche d'un vaccin contre le sida.*

*Des essais chez des humains ont été effectués par IAVI dans cinq pays, dont le Kenya, l'Ouganda et le Royaume-Uni.*

## Agriculture, environnement et eau

### *Chaque chose en son temps : la sécurité alimentaire*

L'agriculture est au cœur même de la vie africaine. La plupart des Africains vivent et travaillent dans les régions rurales, et pourtant, malgré leurs immenses ressources naturelles, un Africain sur trois va dormir chaque soir le ventre vide.

### **La recherche au XXI<sup>e</sup> siècle : un nouveau Centre d'excellence en sciences biologiques en Afrique de l'Est**

*L'Afrique mise sur le pouvoir de la biotechnologie pour lutter contre la pauvreté, améliorer la santé et la sécurité alimentaire, et promouvoir la viabilité de l'environnement au nouveau Centre d'excellence en sciences biologiques appliquées à l'agriculture (CEBA), logé à l'Institut international de recherche sur l'élevage à Nairobi (Kenya). Avec l'établissement d'un réseau de centres d'excellence en Afrique, le CEBA réunira des scientifiques africains et leurs homologues internationaux qui mèneront les travaux de recherche appropriés afin d'aider à développer de nouveaux vaccins contre des maladies animales et de meilleurs tests de diagnostic pour la salubrité des aliments. Le CEBA permettra aussi aux scientifiques de trouver les gènes qui mèneront à la création d'espèces et de variétés améliorées, ainsi que de nouveaux produits, et à l'application de méthodes nouvelles et améliorées de gestion des ressources naturelles. Il servira de centre principal pour la recherche en sciences biologiques en Afrique centrale et de l'Est, pour l'essai et la diffusion des nouvelles connaissances, et la formation de nouvelles personnes-ressources, qu'il s'agisse de l'agriculteur sur sa terre ou du scientifique dans son laboratoire (30 millions de dollars).*



©ACDI/Pierre St-Jacques

Le Fonds canadien pour l'Afrique vise à accroître la production agricole afin de réduire la pauvreté et la faim, en répondant aux besoins des petits producteurs, surtout les femmes, qui produisent la plus grande partie de la nourriture consommée en Afrique. Par l'entremise du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale, un réseau de 15 centres de recherche répartis dans le monde, le Fonds canadien pour l'Afrique appuie des programmes spécialisés qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes dans le cadre de la recherche sur l'amélioration des plantes et la gestion des cultures et des ressources naturelles, améliorent les aliments pour le bétail et la gestion des ressources naturelles pour l'exploitation culture-élevage, favorisent la conservation de la biodiversité, et créent de nouvelles activités génératrices de revenus dans les régions montagneuses. Le projet contribuera à aider les institutions à mener des

recherches et à diffuser les résultats aux centres de recherche nationaux, aux productrices et aux autres petits exploitants (40 millions de dollars).

Par l'intermédiaire du Fonds canadien pour l'Afrique, le Canada appuie également la création d'un centre de sciences biologiques à Nairobi (Kenya) (voir encadré, page 9). Le Centre d'excellence en sciences biologiques appliquées à l'agriculture servira de point de référence pour les scientifiques africains et leur permettra de développer leur capacité de mener, de coordonner et de financer des travaux de recherche avancée sur d'importants enjeux agricoles, y compris l'égalité entre les sexes (30 millions de dollars).

## **Eau**

L'eau abonde en Afrique, mais elle est mal répartie. Plus de 300 millions de personnes n'ont pas accès à une eau salubre et à des services d'assainissement adéquats. Près de la moitié de la population souffre de maladies hydriques. L'accroissement de la population, l'industrialisation, la désertification, des pratiques agricoles non durables et les changements climatiques épuisent les ressources en eau. Pour favoriser un développement sain, il importe d'améliorer la gestion de l'eau et l'accès à des systèmes d'eau et d'assainissement. Cela est essentiel à la santé, à la sécurité alimentaire, à la croissance économique et à la conservation des écosystèmes. L'objectif de l'ACDI est de promouvoir une gestion durable des ressources en eau et de contribuer à l'amélioration de l'accès à des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, à l'efficacité économique, et à la viabilité de l'environnement grâce à une meilleure coopération nationale et régionale.

Le Canada appuie la gestion des ressources en eau par l'intermédiaire du Partenariat mondial pour l'eau, de l'Agence africaine de l'eau, de la Banque

## **Gérer une précieuse ressource : l'eau en Afrique**

*Le Fonds canadien pour l'Afrique appuie :*

- *le Partenariat mondial pour l'eau, en vue de l'élaboration de plans nationaux de gestion intégrée des ressources en eau, de l'intégration de la question de l'eau dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté dans un certain nombre de pays, et du développement institutionnel des partenariats actuels et nouveaux du Partenariat pour l'eau aux niveaux régional et national en Afrique (10 millions de dollars);*
- *l'Agence africaine de l'eau, à la Banque africaine de développement (BAfD), aux fins d'investissements pour la gestion des ressources en eau et la prestation de services d'approvisionnement en eau aux niveaux national et régional (20 millions de dollars);*
- *la Banque africaine de développement, afin de faciliter l'application de sa politique de gestion intégrée des ressources en eau, laquelle accroîtra ses capacités dans le secteur de l'eau et sur le plan de la promotion de saines méthodes de gestion de l'eau (5 millions de dollars);*
- *Le Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement de l'ONU-HABITAT, afin d'améliorer la gestion de l'eau et de l'assainissement dans certaines villes africaines. Axé sur les pauvres, le Fonds permettra de promouvoir la gestion des besoins en eau, de mener des campagnes d'information et de sensibilisation et de renforcer la capacité de gestion (15 millions de dollars).*

africaine de développement et du Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement de l'ONU-HABITAT (voir encadré) (50 millions de dollars).



## Commerce et investissement

Le Fonds canadien pour l'Afrique répond directement à la volonté des Africains de favoriser une nouvelle croissance économique, notamment en renforçant leurs liens commerciaux et d'investissement avec les pays industrialisés. En janvier 2003, le Canada a accordé un accès hors quota et en franchise de droits à la plupart des importations de 49 des pays les moins avancés du monde, dont 34 sont en Afrique. Cette initiative en matière de politique commerciale ouvrira la porte aux producteurs, travailleurs et entrepreneurs africains, et le Fonds canadien pour l'Afrique les aidera à franchir le seuil grâce aux initiatives suivantes :

**Commerce :** Une série de mesures amélioreront les règles du jeu en aidant l'Afrique à renforcer sa capacité à trouver de nouveaux marchés, à développer de nouveaux produits et à négocier de nouveaux accords commerciaux (20 millions de dollars).

- Seize pays africains accélèrent l'intégration de leur économie au système de commerce multilatéral par l'entremise du Programme intégré conjoint d'assistance technique, que mettent en œuvre le Centre du commerce international des Nations Unies, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et l'Organisation mondiale du commerce. De concert avec des gouvernements, leurs institutions, des associations d'entreprises et la société civile, le Programme conjoint intégré d'assistance technique renforce les capacités de ces pays de traiter des questions de commerce grâce à la formation à la négociation et à l'application d'accords commerciaux, et à l'élaboration de politiques commerciales (7 millions de dollars).

### Appuyer le renforcement du pouvoir économique en Afrique du Sud

*Un objectif clé de la stratégie de développement du gouvernement de l'Afrique du Sud est d'accroître le nombre de Sud-Africains noirs qui gèrent et contrôlent l'économie du pays, afin de corriger les disparités de revenus généralisées qui existent toujours dans le pays. Le Fonds canadien pour l'Afrique appuie cette stratégie de renforcement du pouvoir économique par l'entremise de l'assistance technique liée au commerce qui est destinée aux entreprises africaines dans le cadre du Programme de renforcement de la capacité commerciale de l'Afrique.*

*En 2003, cinq délégués de la National African Federated Chamber of Commerce and Industry sont venus au Canada pour partager l'expertise et les meilleures pratiques concernant le soutien aux associations professionnelles et aux chambres de commerce. Ils souhaitent également créer des partenariats commerciaux et promouvoir des initiatives commerciales avec des partenaires canadiens. À la fin de leur visite, ils ont signé un protocole d'entente avec Manufacturiers et Exportateurs du Canada afin d'explorer la promotion d'occasions d'affaires et de renforcer les liens entre les deux organisations.*

- Le Centre du commerce international des Nations Unies et le Bureau de promotion du commerce Canada travaillent avec les Africains afin d'améliorer leur capacité de faire affaires sur la scène internationale grâce au Programme de renforcement de la capacité commerciale de l'Afrique. Il



©ACDI/Pierre St-Jacques

s'agit de fournir une assistance technique à des petites et moyennes entreprises africaines, par l'intermédiaire des institutions qui les financent, afin d'accroître leur compétitivité et de promouvoir des occasions d'affaires concrètes (8 millions de dollars).

- L'établissement du Centre africain de compétences en politique commerciale au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique accroîtra la capacité des Africains de défendre leurs intérêts lors de la négociation d'accords commerciaux, d'intégrer le commerce dans les politiques économiques nationales et de promouvoir le commerce en Afrique et dans le reste du monde (5 millions de dollars).

**Investissements** : L'Afrique ne reçoit qu'un pour cent de tous les investissements directs étrangers dans le monde. Les leaders africains insistent sur le

fait qu'un accroissement des investissements aiderait à mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans l'économie mondiale. Ils font valoir avant tout l'importance des infrastructures.

- Le Canada stimulera les investissements africains et étrangers sur le continent grâce à la création du Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique. Cette initiative conjointe des secteurs public et privé vise à fournir un capital de risque pour des investissements privés en Afrique qui généreront une croissance. Le but est d'acheminer au moins 200 millions de dollars sous forme d'investissements additionnels en Afrique. Au total, 100 millions de dollars proviendront du Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique, et le reste proviendra de partenaires du secteur privé. Le Fonds sera exploité de façon rentable et dans le respect de la responsabilité sociale des entreprises.
- La Banque africaine de développement aide des institutions et des gouvernements africains à concevoir des projets d'infrastructure viables qui peuvent attirer du financement pour le développement dans des domaines comme l'énergie, les transports, les technologies de l'information et des communications, et l'eau. La contribution du Fonds canadien pour l'Afrique au mécanisme de préparation des projets d'infrastructure du NEPAD permet de fournir des conseils techniques judicieux et une aide pour ce qui est d'analyser des projets, d'évaluer les possibilités et d'encourager les promoteurs de projets à adopter de nouvelles approches comme les partenariats publics-privés (10 millions de dollars).

## Comblent le fossé numérique

Les Africains sont déterminés à exploiter les possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications (TIC) pour accélérer la croissance économique, améliorer l'éducation et accroître les services aux collectivités démunies sur tout le continent. Le Fonds appuie l'utilisation efficace et élargie des TIC par l'entremise des initiatives suivantes :

- **Connectivité** : Gérée par le Centre de recherches pour le développement international, l'initiative Connectivité Afrique vise à promouvoir la connectivité et à accroître l'accès et le soutien d'applications et de contenus locaux en Afrique. En collaboration avec des institutions africaines, Connectivité Afrique appuie la recherche, le développement et l'utilisation efficace des TIC dans le cadre d'applications novatrices peu coûteuses (voir encadré); la connectivité entre les régions; et les partenariats et la convergence (15 millions de dollars).
- **Application des TIC** : Enablis est une nouvelle organisation sans but lucratif qui a pour mandat de favoriser le développement économique et la création d'entreprises viables en aidant les petites et moyennes entreprises à mettre à profit les TIC. Enablis fournit des fonds de lancement et un mentorat/encadrement aux entreprises pour les aider à entrer en rapport avec des fournisseurs de produits et de services de TIC et avec des organismes d'aide aux entreprises. Enablis fournit également des conseils aux gouvernements sur les politiques efficaces régissant les TIC, les affaires et le commerce (10 millions de dollars).

### « Jack » – Trouver de l'information qui sauve des vies en Ouganda

*Dans les régions éloignées en Ouganda, où il n'y a pas de lignes téléphoniques fixes ou d'accès régulier à l'électricité, les médecins et d'autres travailleurs de la santé n'ont pas toujours accès à des renseignements névralgiques. Mais grâce à « Jack », un serveur sans fil novateur, qui est de la taille d'un gros livre et qui fonctionne à l'aide de piles longue durée de qualité industrielle, ces régions entrent dans le XXI<sup>e</sup> siècle pour ce qui est des soins de santé.*

*Les serveurs Jack, qui sont installés dans des établissements de santé dans tout le pays, sont reliés au réseau national de téléphonie cellulaire déjà bien établi en Ouganda. Les travailleurs de la santé peuvent se brancher au serveur par le port infrarouge d'ordinateurs de poche peu coûteux pour extraire ou envoyer de l'information et pour utiliser leur courrier électronique. Ils peuvent ainsi lire les revues médicales les plus récentes, trouver et commander des fournitures, consulter des collègues et fournir les meilleurs soins de santé possibles à leurs patients, où qu'ils se trouvent.*

**« Lorsque les travailleurs de la santé se rendent compte du pouvoir que ces données peuvent leur accorder sur place, ils sont convertis sur-le-champ. »**

— Nelson Sewankambo, doyen de l'École de médecine de l'Université de Makerere à Kampala

- **Un environnement convivial** : La création du Réseau de ressources pour l'élaboration d'une cyberpolitique pour l'Afrique, dans le cadre d'un réseau international, aide les pays africains à élaborer des stratégies, des politiques et des règlements concernant les TIC. Il comporte également l'établissement d'un centre régional africain à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en Éthiopie, et la création du Centre canadien de ressources en cyberpolitiques, basé à Ottawa. De concert avec le reste du Réseau mondial de ressources en cyberpolitiques, les centres africains et canadiens se pencheront sur une diversité de sujets, dont le commerce électronique, les cadres juridiques et stratégiques, les politiques et les règlements sur les télécommunications, la gouvernance électronique, le gouvernement électronique, et les stratégies de connectivité (10 millions de dollars).

## Programme Afrique-Canada pour les jeunes

Plus de 60 % de la population africaine a moins de 24 ans. Ce groupe représente un pourcentage croissant de la population. On assistera, au cours des dix à vingt prochaines années, à une explosion démographique qui exercera des pressions sur l'emploi, l'éducation, les services de santé, ainsi que la reconnaissance et le leadership des collectivités. Le Fonds canadien pour l'Afrique offre aux jeunes Africains l'occasion de contribuer au monde qui leur sera bientôt légué :

- **Environnement** : Les programmes d'échanges internationaux que coordonne Jeunesse Canada Monde permettent à des jeunes Africains et Canadiens d'acquérir les connaissances et les compétences requises pour se pencher sur les problèmes environnementaux de leurs collectivités. Ces échanges favorisent par ailleurs l'engagement des jeunes Canadiens à l'égard du développement de l'Afrique. Ils sont axés sur les initiatives actuellement mises en œuvre par les collectivités et sur des échanges Sud-Sud qui jettent les bases de la future collaboration entre les Africains (12 millions de dollars).
- **Le VIH/sida** : Les jeunes sont les plus vulnérables au VIH/sida. On estime que 10 millions de jeunes et trois millions d'enfants de moins de 15 ans vivent avec le VIH. Pourtant ce sont les jeunes qui, si on leur donne les outils et l'appui nécessaires, sont le plus susceptibles de changer le cours des choses en ce qui concerne l'épidémie de VIH/sida. La coalition canadienne sur le VIH/sida (CARE Canada, Plan de parrainage, Aide à l'enfance, Vision mondiale), qui appuie une diversité de programmes communautaires en Afrique, travaille avec des organisations

et des jeunes en Afrique afin de promouvoir les initiatives locales, l'accent étant mis sur les problèmes des jeunes, surtout les filles, qui sont les plus touchés par la maladie (12 millions de dollars).

- **Les jeunes touchés par la guerre :** Ce programme aide à réadapter les enfants et les jeunes touchés par la guerre et à les réintégrer dans leurs collectivités, en appuyant les initiatives communautaires et scolaires touchant la santé, l'éducation, l'acquisition de compétences et la consolidation de la paix. Parmi les initiatives, mentionnons l'aide aux victimes de viol et de torture, et des services de counselling pour les anciens enfants soldats. War Child Canada et Défense des enfants-international mettent en œuvre ce programme en partenariat avec des organisations africaines dans les pays les plus touchés par la guerre, comme l'Angola, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Soudan et le nord de l'Ouganda (6 millions de dollars).
- **Développement des enfants dans les camps de réfugiés :** Les enfants réfugiés et ceux qui retournent dans leur pays se heurtent à des obstacles considérables qui nuisent à leur développement physique et psychologique. Le Fonds canadien pour l'Afrique appuie trois programmes SportWorks en Angola, au Kenya et en Sierra Leone. Gérés par Right to Play, ces programmes visent à favoriser le développement sain des enfants dans les camps de réfugiés et dans les zones de rapatriement, et à renforcer la capacité des collectivités de donner aux enfants des occasions de jouer, de se divertir et de faire du sport qu'ils n'auraient pas autrement (1,5 million de dollars).



©ACDI/Roger LeMoynes



## La conjoncture favorable

Il y a des perspectives de changement réel en Afrique. Les Africains ont préparé la voie à un plan qui jouit de l'appui et de l'engagement de tous les pays. La communauté mondiale a approuvé les objectifs spécifiques en matière de santé, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, de viabilité environnementale, de droits de la personne, entre autres, afin de réaliser un développement humain durable. La communauté des donateurs a raffiné ses outils pour soutenir la réalisation de ces objectifs, notamment en améliorant la coordination entre eux, en établissant des liens plus directs entre leurs contributions financières et les résultats sur le terrain, et en trouvant des moyens plus efficaces de renforcer la capacité des partenaires à gérer leur propre développement. La communauté des donateurs mobilise également des ressources financières, intellectuelles et humaines pour appuyer le NEPAD et la nouvelle ère des partenariats qu'il représente.



©ACDI/David Trattles

*Le Canada s'est résolument engagé à accompagner et à soutenir les Africains alors qu'ils mettent en œuvre avec une vigueur et une détermination renouvelées leurs propres efforts nationaux et régionaux en faveur du développement durable.*

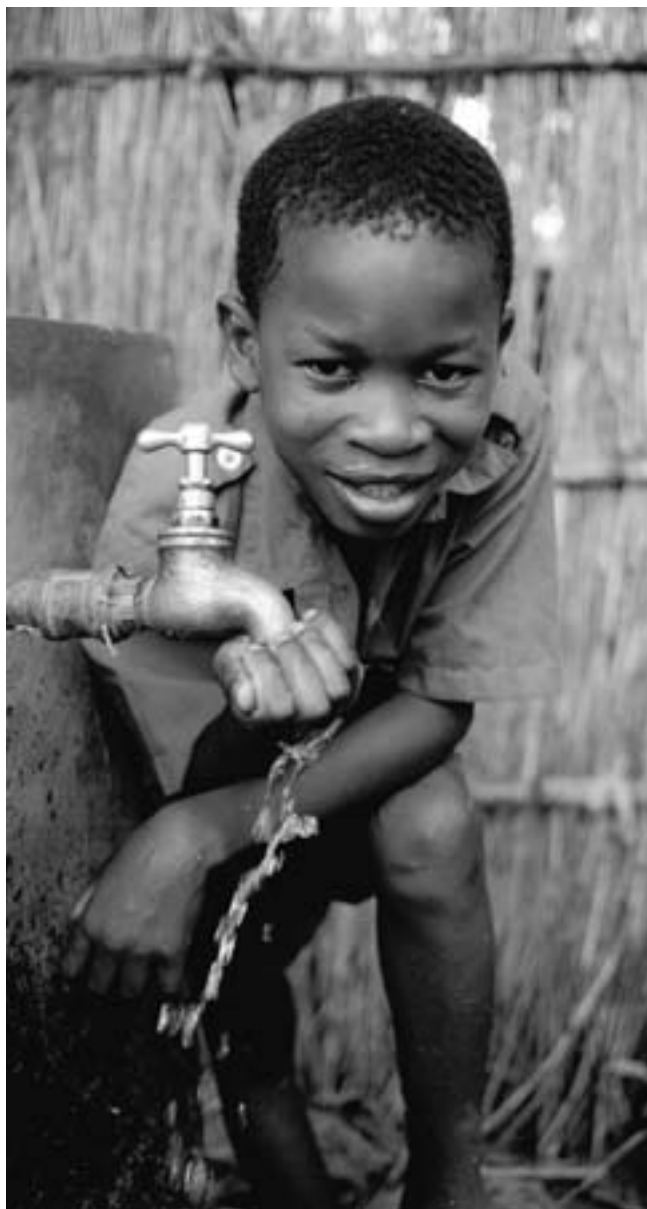
Par l'entremise du Fonds canadien pour l'Afrique, le Canada s'est résolument engagé à accompagner et à soutenir les Africains alors qu'ils mettent en œuvre, avec une vigueur et une détermination renouvelées, leurs propres efforts nationaux et régionaux en faveur du développement durable. Le Fonds canadien pour l'Afrique appuiera la vision et les objectifs entièrement africains du NEPAD et la réponse des partenaires du Canada au sein du G8. Grâce à ce fonds spécial, le Canada tire parti d'une conjoncture exceptionnelle, alors que les ressources, la volonté politique et un plan clair et réaliste se conjuguent avec la possibilité de changer l'histoire, non seulement en Afrique mais dans le monde entier.

*« Nous voulions vous remercier infiniment [...] pour les mesures concrètes que le Canada a prises afin de traduire, de façon réelle et réaliste, l'engagement pris à l'égard de la transformation du continent africain. »*

— Président Thabo Mbeki, Afrique du Sud

# Fonds canadien pour l'Afrique : résumé des engagements

	(en millions de dollars)
<b>Gouvernance, paix et sécurité</b>	
Soutien aux parlements	9
Soutien à la gouvernance locale	6
Renforcement de la capacité du secteur public	28
Fonds d'information sur le NEPAD	2,5
Paix et sécurité – Union africaine	4
Paix et sécurité – Afrique de l'Ouest	15
<b>Santé</b>	
Développement d'un vaccin contre le sida	50
Éradication de la poliomyélite	50
<b>Agriculture, environnement et eau</b>	
Recherche agricole	40
Centre d'excellence en sciences biologiques	30
Gestion des ressources en eau	50
<b>Commerce et investissement</b>	
Programme intégré conjoint d'assistance technique	7
Renforcement de la capacité commerciale de l'Afrique	8
Centre africain de compétences en politique commerciale	5
Infrastructure du NEPAD – Mécanisme de préparation de projet	10
Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique	100
<b>Comblent le fossé numérique</b>	
Connectivité Afrique	15
Enablis	10
Réseau de ressources pour l'élaboration d'une cyberpolitique pour l'Afrique	10
<b>Programme Afrique-Canada pour les jeunes</b>	
Les jeunes et l'environnement	12
Les jeunes et le VIH/sida	12
Les enfants touchés par la guerre	6
Le développement des enfants dans les camps de réfugiés	1,5



©ACDI/Peter Bennet